



Déclaration du Cameroun en Première Commission

80 ème Session de l'Assemblée Générale

Débat thématique 7 : Mécanismes de désarmement

Par : NYANID Zacharie Serge Raoul Ph. D

Ministre Plénipotentiaire Hors Échelle

New-York, octobre 2025

Monsieur le Président,

Ma délégation ne réitérera pas ce jour des positions convenues. Elle proposera une vision refondatrice du désarmement qui du point de vue de ma délégation doit transcender son statut de simple enjeu de sécurité interétatique pour être élevé au rang d'impératif catégorique pour la survie de notre humanité partagée et de levier stratégique pour l'avenir de notre biosphère commune.

Il ne s'agit plus seulement de compter les armes, mais de réhabiliter la vie. Il ne s'agit plus seulement de limiter les risques de conflits, mais de maximiser les promesses de progrès. Que l'acier des cuirassiers se transmute en stéthoscopes, que les siliciums des drones fécondent les salles de classe, que les carburants des chars arrosent les forêts renaissantes. La sécurité véritable est un chantier de vie, non un inventaire de mort.

Cette conviction repose sur une vérité que les chiffres rendent aveuglante et implacable - le budget militaire mondial franchira à nouveau cette année le seuil des 2 000 milliards de dollars. Cette somme pharaonique, qui éclipse le produit intérieur brut de la majorité des nations représentées dans cette enceinte, incarne un choix de civilisation que nous devons collectivement interroger.

C'est le prix que nous payons collectivement pour une sécurité illusoire, tandis que les vrais périls - le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité, les inégalités criantes - s'aggravent dans l'indifférence relative. Nous avons collectivement accepté cette schizophrénie mortifère qui consiste à financer massivement les instruments de la destruction potentielle tout en sous-finançant les outils de la préservation certaine. Le moment est venu de briser ce paradoxe et d'opérer la grande réconciliation, celle de notre sécurité avec notre survie, de notre puissance avec notre sagesse, de notre intelligence technologique avec notre responsabilité existentielle. Il ne s'agit pas d'un idéalisme naïf, mais du réalisme le plus fondamental : notre sécurité véritable ne se mesurera plus au nombre de nos missiles, mais à notre capacité collective à garantir les conditions de la vie digne sur une planète vivante.

Monsieur le Président,

Ma délégation appelle de ses vœux une révolution copernicienne, une transformation fondamentale qui placerait le désarmement au cœur même de notre conception de la sécurité collective. Il s'agit de faire de ce principe, le nouvel horizon indépassable de nos politiques internationales, le socle incontournable sur lequel bâtir une prospérité partagée et durable. Cette refonte exige que nous cessions de considérer la puissance militaire comme l'alpha et l'oméga des relations internationales pour lui préférer une approche où la sécurité humaine, la

résilience écologique et la coopération deviennent les véritables piliers de la stabilité mondiale. Cette refondation n'est pas une utopie, mais la condition sine qua non de notre survie collective dans un monde aux ressources finies et aux défis interconnectés. Elle implique un changement de paradigme où la force ne se mesurera plus à la capacité de destruction, mais à la capacité de préservation, de création et de coopération.

Monsieur le Président,

Pour ma délégation, le désarmement doit impérativement cesser d'être perçu comme une contrainte paralysante pour s'affirmer résolument comme un levier de transformation profonde de notre ordre international. Cette mutation conceptuelle fondamentale invite à considérer chaque initiative de désarmement non comme une limitation souveraine, mais comme une opportunité stratégique d'investir dans des formes de sécurité plus durables et plus inclusives.

Il s'agit d'opérer une translation sémantique et politique cruciale, passer d'une logique de restriction à une dynamique d'émancipation collective. Le désarmement ainsi repensé devient l'instrument privilégié d'une réallocation visionnaire des ressources humaines, technologiques et financières au service des grands défis civilisationnels de notre siècle.

Cette perspective transformatrice fait du désarmement le catalyseur d'une nouvelle architecture de sécurité internationale, fondée non sur l'équilibre de la terreur mais sur la mutualisation des vulnérabilités et la coopération face aux risques existentiels partagés. Elle en fait l'aiguillon d'une réinvention de notre contrat social planétaire, où la sécurité collective se construit par le désarmement plutôt que malgré lui.

Monsieur le Président,

Ma délégation propose une révolution méthodologique en créant des indicateurs mesurant l'impact positif du désarmement sur le développement humain. Ces indicateurs permettraient de quantifier précisément comment les ressources libérées contribuent à la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Dans le même sillage, ma délégation lance un appel pour un désarmement préventif face aux technologies émergentes. Le Cameroun demande l'instauration immédiate d'un moratoire sur les systèmes d'armes autonomes létaux et l'application rigoureuse d'un principe de précaution, soutenu par des observatoires scientifiques indépendants capables d'anticiper les risques technologiques.

Ma délégation plaide par ailleurs pour une réorientation de l'innovation technologique au service de la paix. Les mêmes avancées qui développent de nouvelles armes doivent désormais nous doter de systèmes de vérification plus fiables, de monitoring environnemental plus performant et de mécanismes de confiance plus robustes.

Monsieur le Président,

Sur le plan institutionnel, le Cameroun lance une proposition audacieuse pour donner corps à cette exigence de transparence, la création d'un Écosystème Numérique de Vérification Collaborative

Il ne s'agit pas d'une simple base de données, mais d'une architecture décentralisée inédite qui fusionnerait une « blockchain diplomatique » pour un registre inviolable des engagements, une intelligence artificielle prédictive pour anticiper les trafics, et des mécanismes de vérification participative ouverts à la société civile. Cet écosystème atteindra l'équilibre essentiel entre une transparence sans précédent et la préservation de la sécurité nationale.

Pour irriguer cette nouvelle architecture de perspectives fraîches, ma délégation propose de repenser radicalement notre gouvernance en instituant deux innovations majeures qui se renforceront mutuellement.

D'une part, la création d'un Comité Consultatif Jeunesse Permanent au sein de la Conférence du Désarmement assurera que les voix de ceux qui hériteront de nos décisions soient enfin entendues au plus haut niveau.

D'autre part, l'établissement d'un Forum Annuel Multi-Acteurs réunissant États, secteur privé et société civile créera l'espace nécessaire pour que ces voix jeunes puissent résonner avec l'expertise des autres parties prenantes.

Cette double approche est essentielle car si le Comité jeunesse garantit la représentativité intergénérationnelle, le Forum multi-acteurs assure quant à lui l'inclusion de toutes les expertises. Ensemble, ils formeront un écosystème décisionnel complet où la légitimité des héritiers de nos politiques rencontrera l'expérience des acteurs actuels.

Cette complémentarité stratégique répond précisément à la nature des défis complexes de notre temps, qui exigent des réponses plurielles où la sagesse institutionnelle doit dialoguer en permanence avec l'audace innovante et l'expertise terrain.

Cette approche inclusive doit s'étendre au domaine environnemental, où ma délégation introduit une idée particulièrement innovante : une Certification Verte

pour les industries de défense. Ce mécanisme créera une puissante incitation positive pour récompenser et accélérer la reconversion écologique du secteur, alignant ainsi définitivement la sécurité sur les impératifs de la préservation de notre planète.

Ainsi se dessine une architecture cohérente où la jeunesse inspire les décisions, la société civile enrichit le débat, et l'industrie se transforme en acteur de la transition écologique - trois piliers indissociables d'une sécurité repensée pour le XXI^e siècle

Monsieur le Président,

Ma délégation insiste sur l'urgence d'ériger le désarmement environnemental en pilier de la sécurité du XXI^e siècle. Cette impérieuse nécessité se décline en deux actions prioritaires :

Premièrement, l'adoption d'un cadre normatif clair et contraignant pour prévenir et réprimer l'utilisation de l'environnement comme une arme de guerre. Cela inclut l'interdiction explicite des attaques visant délibérément les écosystèmes et les infrastructures climatiques critiques, comblant ainsi un vide juridique dangereux.

Deuxièmement, la protection renforcée des infrastructures civiles essentielles à la stabilité du climat, telles que les barrages hydroélectriques, les systèmes d'alerte météorologique ou les réserves agricoles, qui doivent être sanctuarisées en période de conflit, au même titre que les hôpitaux.

Monsieur le Président,

Sur le plan opérationnel, ma délégation propose de concrétiser cette vision par des mécanismes novateurs qui associent étroitement précision technologique et vigilance citoyenne.

Aussi ma délégation plaide-t-elle pour le déploiement ciblé de registres blockchain spécialisés, non plus seulement pour les engagements diplomatiques, mais pour tracer de manière infalsifiable le cycle de vie complet des matériaux stratégiques, depuis leur production jusqu'à leur éventuelle destruction. Cette traçabilité granulaire constituerait un progrès décisif dans la lutte contre les détournements et les trafics.

Ma délégation suggère également la création de réseaux d'experts citoyens accrédités, mobilisant les compétences de scientifiques, d'ingénieurs et d'organisations de la société civile pour participer à des missions de vérification terrain et d'analyse de données. Ce dispositif, encadré par des protocoles stricts,

renforcerait considérablement les capacités de surveillance tout en ancrant le désarmement dans une légitimité sociétale élargie.

Enfin, ma délégation suggère la mise en place d'un système de veille collaborative, alimenté par l'intelligence artificielle, qui croiserait les données des registres officiels avec des informations ouvertes et des signalements certifiés par ces réseaux citoyens. Cette approche hybride créerait un cercle vertueux de confiance et de transparence, où la technologie amplifie l'engagement citoyen et où la vigilance collective renforce les mécanismes officiels.

Monsieur le Président,

Pour concrétiser cette vision, ma délégation suggère de construire de nouvelles solidarités. Les partenariats Sud-Sud sur le désarmement permettront de partager les meilleures pratiques et de créer des synergies nouvelles. Le dialogue science-diplomatie rapprochera les communautés scientifiques des décideurs politiques pour fonder nos actions sur des preuves tangibles.

Enfin, le Cameroun propose la création d'une Coalition Mondiale des Villes pour le Désarmement et la Sécurité Humaine. Cette initiative novatrice reconnaît le rôle fondamental des gouvernements locaux comme laboratoires vivants de la paix quotidienne. Concrètement, cette coalition permettrait aux maires et aux collectivités territoriales qui sont en première ligne face aux conséquences des violences armées, de partager leurs meilleures pratiques, de mutualiser leurs expertises et de porter une voix commune dans les arènes internationales.

Il s'agit d'ancrer le désarmement dans le terrain concret où ses effets se font le plus sentir ; dans nos rues, nos quartiers, nos marchés. Les villes deviendront ainsi les piliers opérationnels d'une sécurité humaine renouvelée, en mettant en œuvre des politiques locales de prévention, de médiation et de sensibilisation qui donnent une traduction tangible aux engagements pris au niveau international.

Cette coalition constituerait un réseau d'action et d'influence pour que la paix ne soit plus seulement négociée dans les enceintes diplomatiques, mais se construise aussi, chaque jour, dans l'espace public que nos concitoyens arpentent.

Monsieur le Président,

On n'éteint pas un incendie avec des brandons, alors n'allumons pas les conflits avec toujours plus d'armes, mais construisons ensemble les conditions d'une paix durable. Le désarmement que nous proposons n'est pas un idéal lointain, mais une nécessité immédiate pour préserver notre humanité commune. C'est un investissement dans la sécurité réelle de nos populations, dans la protection de notre planète, et dans l'avenir des générations futures. Il est plus qu'urgent d'écrire

un nouveau chapitre du désarmement, un chapitre où la sécurité humaine deviendra enfin notre boussole commune.

Je vous remercie.

